



À L'APPEL DES FÉDÉRATIONS DE FONCTIONNAIRES CGT, SOLIDAIRES ET FO

TOUS ET TOUTES EN GRÈVE

LE 26 JANVIER 2016

AVEC LES REVENDICATIONS DE LA DGFIP

Dans le cadre d'un **appel unitaire DGFIP CGT-Solidaires-FO à la grève et à manifester le 26 janvier 2016**, la CGT Finances Publiques propose de conjuguer les exigences revendicatives communes à l'ensemble des fonctionnaires pour un service public de qualité et l'augmentation des salaires, avec celles que nous portons ensemble depuis des mois à la DGFIP, à savoir :

- ▶ **le déblocage des salaires et l'augmentation du point d'indice ;**
- ▶ **l'abandon du RIFSEEP et le refus de toute modulation du régime indemnitaire ;**
- ▶ **l'arrêt des suppressions d'emplois et la création des emplois nécessaires ;**
- ▶ **le comblement immédiat des vacances d'emplois ;**
- ▶ **le maintien du réseau de la DGFIP et l'arrêt des restructurations ;**
- ▶ **le maintien et le développement des missions de la DGFIP ;**
- ▶ **le maintien et le développement d'un service public de qualité et de proximité ;**
- ▶ **le maintien des statuts particuliers nationaux et du code du travail ainsi que le respect de nos droits et garanties ;**
- ▶ **le rejet des corps interministériels ;**
- ▶ **le retrait des fiches de la Direction Générale remettant en cause les mutations et affectations.**

Le gouvernement a décidé de poursuivre coûte que coûte sa plongée dans les politiques d'austérité. Malgré tous les ravages sociaux de ces orientations, malgré toute leur inefficacité à répondre aux besoins populaires, malgré toutes les sanctions électorales, c'est un véritable autisme politique qui est à l'œuvre.

Dans ce cadre, c'est le plus grand mépris qui s'affiche à l'égard de ceux qui font vivre au quotidien les services publics utiles à la société et aux populations. En effet, alors qu'ils sont parmi les principales solutions aux maux du pays, y compris contre la barbarie terroriste qui nous a frappé, leur renforcement n'est toujours pas à l'ordre du jour.

Comme les autres fonctionnaires, les agents de la DGFIP sont les cibles privilégiées de ces choix anti-sociaux !

Montreuil 6/01/ 2016

**Syndicat national
CGT Finances Publiques**

• Case 450 ou 451

• 263 rue de Paris

93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr

• dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63

Les salaires sont toujours bloqués. Avec l'accord PPCR, refusé par la majorité des organisations syndicales représentatives (CGT, FO, Solidaires), que le gouvernement veut néanmoins mettre en œuvre, nos statuts particuliers sont menacés.

Dans les services, les restructurations régressives continuent à aller bon train. Des missions sont laminées ou carrément abandonnées. La purge sur l'emploi se poursuit, dégradant sans cesse les conditions de vie au travail et générant des relations de plus en plus tendues avec les usagers. Les règles de gestion sont battues en brèche. Les droits et garanties collectives sont remis en cause.

Tous les éléments qui motivaient l'appel des organisations syndicales de la DGFIP, CGT, Solidaires, FO, à la grève du 18 novembre dernier, sont plus que jamais d'actualité. Les raisons de la mobilisation des agents et de l'action revendicative le sont donc aussi !

Il faut faire entendre raison à ce gouvernement et à la Direction générale des Finances Publiques !

A l'image des luttes locales qui ont contraint l'administration à des reculs dans ses volontés de liquider des trésoreries, c'est en grand format qu'il faut engager un rapport de forces pour gagner l'ouverture de négociations

LE 26 JANVIER, POUR NOS REVENDICATIONS,

CONSTRUISONS L'INDISPENSABLE RAPPORT DE FORCE !



TOUS ET TOUTES

EN GREVE ET

DANS LES MANIFESTATIONS !

